

Université Paris VIII – Vincennes – Saint-Denis
École doctorale « Pratiques et théories du sens » (ED 31)
Laboratoire CIRCEFT (EA 4384)

Doctorat en Sciences de l'éducation

Arnaud LOUSTALOT

L'appel des chantiers : histoire d'une expérience éducative et militante

Les chantiers internationaux de jeunes volontaires
en France de 1920 aux années 1990



Sous la direction de Mathias GARDET

Soutenue le 6 décembre 2019

Jury :

Valérie BECQUET,
Laurent BESSE
Mathias GARDET
Francis LEBON
Françoise LAOT
Sébastien PESCE

professeure à l'Université de Cergy-Pontoise (pré-rapporteuse)
maître de conférences à l'Université de Tours
professeur à l'Université Paris-8
professeur à l'Université Paris-5 (pré-rapporteur)
professeure à l'Université de Reims
professeur à l'Université d'Orléans

SOMMAIRE

L'appel des chantiers : histoire d'une expérience éducative et militante

Les chantiers internationaux de jeunes volontaires en France de 1920 aux années 1990

Introduction générale

p. 7

PARTIE I : Le chantier : un objet qui fait mouvement ?

Chapitre 1 : Reconstruire la paix

p. 13

- A) L'Unesco, « mère des chantiers »
- B) De la circulation internationale des hommes et des idées
- C) La paix, un dénominateur commun ?

Chapitre 2 : Pelles et pioches en actions

p. 56

- A) Un travail au service de qui ?
- B) Le public des chantiers : une jeunesse intellectuelle
- C) Au cœur des chantiers

Chapitre 3 : Le volontariat : originalité d'une forme d'engagement

p. 104

- A) Des spécificités de l'expérience volontaire
- B) Du chantier comme communauté à la communauté des chantiers
- C) La rencontre internationale : altérité, rite et distinction sociale
- D) Le volontariat : une éducation par et pour le service

PARTIE II : Les jeunes volontaires : de la prise de parole à la prise de pouvoir

Chapitre 4 : Les années 1960 : un « âge d'or » des chantiers

p. 161

- A) Cotravaux : maître d'œuvre d'une nouvelle politique publique
- B) Un développement sous influence étatique
- C) De nouveaux domaines de compétences pour Cotravaux ?
- D) Un public en mutation

Chapitre 5 : Des associations face à leur « public »	p. 219
A) Des modalités d'engagement inter-estivales	
B) Des actes à la parole : les jeunes s'expriment	
C) Les instances dirigeantes comme aboutissement	

Chapitre 6 : « Pour et par les jeunes »	p. 271
A) Un Mai-68 des associations de chantiers ?	
B) JR comme « jeunesse et révolution »	
C) Des (r)évolutions entre ouverture et résistance	
D) Les jeunes aux commandes : « <i>du rêve à la réalité</i> »	

PARTIE III : Des jeunes aux commandes aux commandes publiques en faveur des jeunes

Chapitre 7 : Les années 1970 : faire des chantiers autrement	p. 315
A) Le rêve inachevé d'un mouvement des volontaires	
B) Le chantier nouveau est arrivé ?	
C) Des normes à déconstruire, des utopies à construire	

Chapitre 8 : Les années 1980 ou la fin d'une ambition politique ?	p. 362
A) Des acteurs historiques et nationaux fragilisés	
B) L'émergence d'un chantier « post-it » ?	
C) Le militantisme des chantiers en mutation	

Chapitre 9 : Le travail volontaire au défi de l'insertion	p. 414
A) Les chantiers de jeunes à la rescousse	
B) « Jeunes Volontaires » ? Vous avez dit « volontaires » ?	
C) Le chantier d'été au service des orientations ministérielles	

Conclusion générale	p. 453
---------------------	--------

Annexes

Introduction

Qu'ont en commun la poignée de pacifistes européens réunis sur des ruines aux alentours de Verdun en 1920, et ce groupe d'étudiants venus de différents continents pour restaurer un vieux lavoir provençal dans les années 1990 ? Ces deux expériences relèvent toutes deux de ce que l'on désigne couramment sous les termes de « chantiers de jeunes » ou de « chantiers internationaux ». Une activité qui, au cours du siècle dernier, a mobilisé quelques centaines de milliers de participants. Mais du « service de travail volontaire » de l'entre-deux-guerres aux « chantiers de jeunes bénévoles » de la fin du XX^e siècle se déclinent des pratiques différentes car ici, les mots ont leur importance et ils ne recouvrent pas toujours les mêmes types d'action. Mais alors, qu'est-ce qui les rassemble ? Et qu'est-ce qui les distingue d'autres activités qui pourraient s'en rapprocher ? Autrement dit, quel est l'objet de la présente recherche ?

La réalisation volontaire et collective de travaux au service d'une communauté pourrait constituer le plus petit dénominateur commun à ces différentes pratiques ; mais celui-ci ne permet pas de circonscrire notre objet, ouvrant à l'infini les expériences relevant de cette définition (fermes collectives, communautés de vie, tiers-ordre religieux, etc.)¹. Pour ce qui est des expériences les plus contemporaines, des formes de travail volontaire se sont développées au sein de mouvements institués tels les auberges de jeunesse, le scoutisme, certains groupements de jeunesse confessionnels ou politiques, des organisations humanitaires ou de coopération internationale, jusqu'à inspirer des dispositifs gouvernementaux en faveur de l'engagement ou de l'insertion des jeunes. Cette notion de travail volontaire recouvre un vaste champ de recherche, et telle n'est pas la prétention de cette étude. Les associations qui en sont le support n'en sont qu'une des expressions, partageant des valeurs communes et se réunissant au sein de Cotravaux, une coordination associative rebaptisée en 2011 « Réseau d'acteurs du travail volontaire ». Fondée en 1959 sous la forme d'un organisme de cogestion, elle a contribué à faire culture commune autour d'une même activité : les chantiers internationaux de jeunes volontaires.

Elles sont six associations de chantiers à former le corpus de ce récit : Compagnons bâtisseurs, Concordia, Jeunesse et reconstruction, Moulins des apprentis, Service civil international, Solidarités jeunesses. Elles partagent le fait d'avoir été fondées avant 1958 (parfois sous un autre nom), d'avoir fait du chantier leur activité principale, et d'avoir conservé une partie de leurs archives. Cette recherche ne prétend donc pas à l'exhaustivité, tant les

1 Arnaud Loustalot, *Le volontariat civil. Approches historique et thématique d'un mouvement*, Mémoire de DEA d'histoire, Université Paris-I, 2002, 129 p.

chantiers ont suscité l'intérêt d'une multitude d'organisations, mais à la représentativité. Catholique, protestante ou laïque, ces associations constituent un microcosme type de leur secteur associatif – celui de la jeunesse et de l'éducation populaire – avec sa diversité et ses clivages. Mais plus qu'une opposition idéologique entre confessionnels et laïques, c'est une fracture entre associations progressistes et associations conservatrices qui se dessine (chapitre 1). L'éducation de la jeunesse est un enjeu des plus conflictuels et ce milieu des associations de chantiers n'y échappe pas.

Si le chantier est un outil de formation de la jeunesse, il est aussi, et peut-être avant tout, la réalisation d'un service. Un chantier traditionnel, dans son usage courant, c'est des travaux à l'attention de bénéficiaires (le maître d'ouvrage ou bailleur), menés par un opérateur (le maître d'œuvre), qui fait appel à une équipe de travailleurs. Avec un « chantier de jeunes », il est bien question de travaux – quoique ce ne sont pas exclusivement des travaux du bâtiment – effectués par des associations pour des bénéficiaires, qui ne sont pas systématiquement les commanditaires et les financeurs. « Quoi », « par qui » et « pour qui » offrent, à côté du « comment », une grille d'analyse des chantiers et de leur évolution et dessinent une seconde ligne de fracture. Que les associations mettent l'accent sur le « pour qui », en privilégiant le chantier comme une action de service, ou qu'elles le mettent sur le « par qui », en priorisant la démarche de formation de la jeunesse, c'est toute une déclinaison opératoire qui s'ensuit (chapitre 2). Cette ligne de fracture pédagogique recouvre-t-elle pour autant la ligne de fracture idéologique ?

Éducation et service, ces deux dimensions constituent la dialectique des chantiers en temps qu'expérience, une expérience que ces organisateurs désignent sous l'appellation de « travail volontaire ». Cette étude invite également à remonter aux sources, ou du moins à l'une d'entre elles, de ce que l'on désigne aujourd'hui sous l'appellation de « service volontaire » et de « volontariat » (chapitre 3). Mais entre les sources, formes originelles et lointaines, et les modèles actuels, de nouveaux enjeux et de nouveaux acteurs sont apparus. Existe-t-il des spécificités à ces formes pionnières de volontariat ? Qu'elle en est leur originalité en tant qu'expérience éducative et militante ?

Devenu à l'aube des années 2010 le dispositif phare des politiques du ministère chargé de la jeunesse, le volontariat n'a pas toujours suscité son intérêt, et l'inscription même des « chantiers de jeunes » dans son champ de compétences ne relevait pas de l'évidence. Cette activité a suscité l'attrait de bien d'autres administrations, du ministère de la Reconstruction à son inscription plus récente dans les actions des ministères chargés de la politique de la ville, de la culture ou de l'environnement. Le chantier comme objet de politique de jeunesse ne va

pas de soi ! Avant d'être cela, il fut surtout objet d'une cogestion interministérielle, un statut privilégié que nombre de mouvements de jeunesse ou d'éducation populaire ne peuvent revendiquer (chapitre 4). Quel fut l'impact de cette cogestion, politique caractéristique du « ministère Herzog », sur l'évolution des chantiers et sur la liberté d'initiative des associations ?

Pourtant, ce sont bien des jeunes qui sont majoritaires sur les chantiers, et c'est un autre point commun à l'ensemble des associations. Mais si « la jeunesse n'est qu'un mot », comment faut-il définir cette jeunesse des chantiers ? En est-il du chantier de jeune comme du chantier du bâtiment, activité manuelle et masculine par excellence ? À l'instar des autres groupements de jeunesse, ces associations ne furent pas fondées par des jeunes. Mouvements pour la jeunesse ou organisations de jeunes ? Une question qui aiguise les sens de nombre d'historien.nes s'intéressant à ces structures créées par des adultes convaincus des bienfaits de leur proposition pour les jeunes générations. Mais ces dernières peuvent se révéler plus exigeantes ou plus réticentes, souhaitant emprunter d'autres voies, contestant parfois l'héritage de leurs aïeux jusque dans leurs prérogatives (chapitre 5).

Activité de jeunesse au service de collectivités, les évolutions des chantiers dans leurs différents aspects (bénéficiaires des travaux, composition des équipes, sociabilité juvénile, etc.) racontent tout autant des événements politiques, des mutations économiques et sociales, que des transformations culturelles : les années 1960, la République gaullienne triomphante et la « montée des jeunes » qui aboutit à l'explosion joyeuse et tumultueuse des mois de mai et juin 1968 (chapitre 6), les années 1970 et l'émergence de multiples mouvements sociaux qui mettent sur le devant de la scène des revendications nouvelles telles que les droits des femmes ou la défense de l'environnement (chapitre 7), les années 1980 marquées tant par l'arrivée de la gauche au pouvoir, initiatrice d'une réorganisation profonde de l'État (chapitre 8) que par l'installation d'un chômage de masse touchant au premier chef la jeunesse (chapitre 9). À chaque décennie ses défis ! Comment les associations traversent-elles ces périodes ? Comment réagissent les nouvelles générations de dirigeants ? Comment évoluent les chantiers, en tant qu'expérience d'engagement et en tant que pédagogie ? À travers la diversité des associations et la disparité de leurs activités apparaît en arrière-plan une part de l'histoire politique, sociale et culturelle de notre pays, les archives et le temps imparti à cette recherche n'ayant pas permis de sortir de l'Hexagone. La « petite histoire » des chantiers de jeunes participe ainsi de la construction de la « grande histoire ».

PARTIE I : Le chantier : un objet qui fait mouvement ?

De l'importance des mots

« *Un chantier est un groupe de personnes qui vivent et apprennent ensemble dans des conditions de vie simple et qui travaillent à titre bénévole, accomplissant principalement des travaux manuels, au profit de la collectivité* », telle est la définition du chantier que se donnent les participants réunis à New-Delhi du 5 au 12 janvier 1958 pour la onzième conférence mondiale des organisateurs de chantiers internationaux de volontaires. Ils sont 84 participants, venant de 21 pays différents, représentant 69 organisations, nationales ou internationales. À la fin des années 1950, les chantiers internationaux sont présents sur l'ensemble des continents, ils accueillent annuellement plusieurs dizaines de milliers de volontaires, ils bénéficient d'une coordination internationale dont le siège se situe dans les locaux de l'Unesco, à Paris. Paris, capitale des chantiers internationaux ? La France ne dispose alors toujours pas de coordination inter-associative autour de cette activité. Il faudra attendre l'année suivante, l'avènement de la Cinquième République et la création d'un haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports pour que soit constitué Cotravaux, « *organisme de cogestion pour le travail volontaire des jeunes* ». Elles sont neuf associations réunies autour du haut-commissaire Maurice Herzog pour fonder officiellement, le 26 mai 1959, Cotravaux : Alpes de lumière, Association pour le soutien de l'apprentissage artisanale, Cimade, Compagnons bâtisseurs, Concordia, Jeunesse et reconstruction, Section des jeunes du Mouvement chrétien pour la paix, Service civil international, Service de construction par les jeunes. Créées avant, pendant ou après la dernière guerre, leurs buts divergent et leur réunion au sein d'une même structure n'allait pas de soi. Mais elles ont en commun une activité, celle du chantier. Un terme qui n'apparaît ni dans le nom de l'organisme, ni dans ses statuts qui fixent en ces termes les deux objectifs principaux du nouveau venu :

« Augmenter en qualité et en célérité les services rendus à des collectivités par des organisations privées, sans but lucratif, se consacrant notamment à l'étude et à l'exécution de travaux civils d'intérêt général » et « associer plus largement les dites organisations pour des tâches communes qui satisfassent au besoin des jeunes dans le domaine des contacts humains tant sur le plan national que sur le plan international ».

L'absence de ce terme même de « chantier » interpelle. Est-ce le souvenir des Chantiers de la jeunesse orchestrés par le régime de Vichy qui interdit toute mise en avant de cet objet dans un organisme d'initiative gouvernementale ? Pourtant, dans les publications du

haut-commissariat, ce sont des « *chantiers de jeunes travailleurs volontaires* »¹ dont il est question pour présenter ce secteur coordonné par Cotravaux. Car cette intervention de l'administration « jeunesse et sports » n'équivaut pas seulement à une reconnaissance institutionnelle, elle définit les contours d'un nouveau « *référentiel sectoriel* »², celui des chantiers, elle le légitime.

Les mots ont leur importance, et une autre absence interroge dans l'intitulé de Cotravaux, comme dans les premières publications ministérielles, celui du qualificatif « international ». Du côté de l'administration, il est en effet question de « *chantiers de reconstruction* »³ dans l'immédiat après-guerre, puis intervient l'expression « *chantier de travail* »⁴, mais pas celle de chantiers internationaux. Il est vrai que, la même année que Cotravaux, est fondé un autre organisme de cogestion dédié cette fois aux déplacements éducatifs des jeunes, en France et à l'étranger (Cogedep).

Pourtant, majoritairement, les associations fondatrices de Cotravaux revendiquent la dimension internationale de leurs chantiers et sont également membres du Comité de coordination des associations d'échanges internationaux, constituant au sein de cette coordination associative fondée en 1947 le secteur des « *chantiers internationaux de travail* ». Mais majorité ne veut pas dire exclusivité, et certaines associations de chantiers fondatrices de Cotravaux comme Alpes de lumière ne s'inscrivent pas dans une démarche d'échanges internationaux.

Cette dimension internationale est pourtant fondamentale, et c'est pour cette raison que l'Unesco va, dès 1947, s'intéresser aux chantiers. Dans ses publications d'après-guerre, il est question de « *chantiers de jeunesse* »⁵ et de « *chantiers de la paix* »⁶, avant que le terme de « *chantiers internationaux de volontaires* » (« *camps internationaux de travail volontaire* » dans les autres langues) ne s'impose au début des années 1950. *International voluntary work camp*, *campo internacional de trabajo voluntario*, *aufbau internationaler freiwilligen-arbeitslager*, *internationaal vrijwilligerswerk kamp* ce petit détour par les usages allophones nous ramène à cette question : pourquoi le « chantier » dans l'usage francophone ? D'autant que ce terme ne relevait pas du vocabulaire de plusieurs des associations françaises à l'origine. Il est absent des statuts d'associations nouvellement constituées, comme le Service civil international ou Concordia. Le Service civil international (SCI) désigne durant l'entre-deux-

1 Haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports, *Pour les jeunes, des loisirs utiles*, 1961.

2 Pierre Müller, *Les politiques publiques*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 2003, p. 68.

3 Direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, Bureau d'études et de documentation, « Les mouvements de jeunesse en France », mai 1947

4 Ministères de l'Éducation nationale et des Affaires étrangères, *Les jeunes français reçoivent et voyagent*, 1958

5 *Le Courrier*, journal de l'Unesco, I/5, juin 1948, p.8

6 *Sur les chantiers de la paix*, Paris, Unesco, 1949

guerres ces actions par le terme de « *service* », plus rarement d' « *œuvre d'entraide* » ; à l'inverse, les statuts de Concordia ne font référence qu'à des « *stages* ». Ce choix des mots mérite d'être interrogé car il ne revêt pas les mêmes objectifs assignés au chantier, ce que ne doit pas cacher une tendance à l'uniformisation qui se met à l'évidence en marche via l'Unesco et que semble consacrer la création de Cotravaux.

Alors, pourquoi cette orientation vers le mot « chantier » plutôt que vers celui de « camp », alors que ce dernier est usité par les mouvements de jeunesse et que le terme chantier renvoie à des représentations courantes plutôt négatives (pénibilité, désordre...) ? Les archives restent muettes à ce sujet. Il ne peut être formulé que des hypothèses dont la principale est : si le terme de « chantier », qui plus est pour des jeunes, renvoie au sortir de la guerre à l'expérience des Chantiers de la jeunesse de Vichy, le terme de « camp », dans ces mêmes années, porte en lui des souvenirs bien plus douloureux. Pourtant, le terme de « camp de travail » s'impose dans des pays qui ont ce passé commun avec le nôtre. La question reste donc ouverte.

Chantier international de travail volontaire, derrière cette dénomination qui s'impose au cours des années 1950 apparaissent trois notions, trois dimensions qu'il s'agit alors d'explorer successivement afin d'essayer de déterminer si cet objet est constitutif d'un mouvement spécifique ou non. Toutes les associations de chantiers fondatrices de Cotravaux ne sont pas présentes dans cette étude : l'association lyonnaise Service de construction par les jeunes ne semble avoir eu aucune activité réelle et elle disparaît dès 1960 ; concernant la Cimade, le chantier y représente une activité anecdotique, l'association quittant d'ailleurs Cotravaux quelques années plus tard en raison de l'arrêt de celle-ci ; quant à l'association Alpes de Lumière, malgré l'intérêt de son identité régionaliste et son travail précurseur en faveur de la création des parcs naturels régionaux, elle n'aura qu'un usage restreint des chantiers, comme l'illustre l'ouvrage réalisé par Karine-Larissa Basset sur l'association¹. Il en reste donc six, six associations de chantiers qui serviront de support à cette histoire des chantiers internationaux de travail volontaire en France, après un petit détour par l'international auquel nous invite l'Unesco.

1 *Pierre Martel et le mouvement Alpes de lumière. L'invention d'un territoire (1953-1983)*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube et Les Alpes de lumière, 2009, 254 p.

Chapitre 1 : Reconstruire la paix

Le chantier d'Esnes-en-Argonne constitue, dans la mémoire du mouvement des chantiers internationaux, son acte de naissance. C'est à une quinzaine de kilomètres de Verdun, dans ce village entièrement détruit par la guerre 14-18, qu'une poignée de volontaires internationaux se retrouve pour la construction de baraques en bois. Ces constructions légères, faciles à monter et dont les matériaux sont fournis par les autorités françaises, offrent une solution temporaire de relogement permettant le retour au village de ses habitants. Le 20 novembre 1920, le chantier démarre ; deux mois plus tard, ils sont huit : un Anglais, deux Suisses, une Hollandaise, un Hongrois et trois Allemands. Ces derniers, faits prisonniers sur le front français, ont fait la rencontre, au cours de leur détention, de volontaires quakers¹ en mission d'aide dans les camps de prisonniers. Impressionnés par leur démarche d'un service de paix, ils font le choix de « réparer » les destructions auxquelles ils ont participé.

En ce début d'année 1921, l'équipe a pris ses marques, le volontaire anglais dispense des cours de langue pour des habitants. D'autres travaux sont envisagés et planifiés avec des communes voisines : aide à des cultivateurs dans leurs travaux, préparation du bois de chauffage. Mais les ennuis commencent au mois de mars : le préfet intime l'ordre au maire d'Esnes de ne plus fournir de travaux « publics » aux volontaires ; puis peu de temps après, ce sont des habitants qui crient à l'existence d'un complot à leur encontre fomenté par les ennemis d'hier. Le point de départ de cette accusation est la « sottise » commise par un adolescent suisse accueilli par le groupe : « *le plus jeune de nos visiteurs, un enfant de quatorze ans commettait une faute grave, imitant, pour satisfaire une curiosité malsaine, sur des animaux du village l'examen qu'il avait vu pratiquer, dans des circonstances spéciales par des vétérinaires ou des vachers* »². Le maire demande alors le départ des volontaires allemands et hongrois. Refusant de poursuivre une action qui perdrait de sa dimension de fraternisation sans leur présence, c'est l'équipe dans son ensemble qui plie bagage. Cette décision devance de peu un ordre préfectoral d'expulsion de l'équipe. Le contexte de tensions entre la France et l'Allemagne autour de la question des réparations allemandes, et la haine d'une partie de la population française envers « l'ennemi » mettent fin à cette première expérience. L'action de ces volontaires ne rencontre pas le même succès que celles menées par d'autres organisations (*American Friends Service Committee*, Comité américain pour les régions dévastées...) qui mobilisent des volontaires originaires des pays alliés et qui ne visent

1 Les quakers sont présentés page 47 de ce chapitre.

2 Pierre Ceresole, « Sixième rapport adressé au Conseil du Mouvement vers une Internationale Chrétienne, Esnes, 15 avril 1921 ».

pas à favoriser la réconciliation.

Si l'opération en elle-même est un échec, ses premiers volontaires et leurs soutiens ne baissent pas les bras et se réunissent pour constituer le Service civil international (SCI), première association de chantiers. Et au-delà du SCI, le chantier d'Esnes-en-Argonne va être considéré comme l'acte fondateur d'un mouvement plus large, qui se structure autour de nombreuses organisations à travers le monde. Mais cette référence commune ne suffit pas pour autant à éviter la multiplicité des créations d'associations, révélant par la-même des divergences. Car si la première équipe fut constituée de volontaires de plusieurs nationalités, est-ce pour autant un critère commun à toutes ? Certes ce premier chantier est intimement lié au conflit qui vient de s'achever, mais en est-il autant pour les autres expériences ? Quant à leurs initiateurs, sont-ils tous animés par un idéal de paix comme ces pionniers ? Avant de tirer le portrait des fondateurs et de présenter les objectifs qu'ils assignent à leurs organisations, il faut s'arrêter un moment sur le rôle joué par l'Unesco qui, au sortir du second conflit mondial, se positionne encore peut-être davantage que l'ONU, comme un ardent défenseur de la paix entre les peuples.

A – L'Unesco, « mère des chantiers »

« Les gouvernements des États parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples, déclarent : que les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ; que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre ».

Ce sont par ces mots que débute l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), signé par 37 États suite à la Conférence des Nations Unies pour l'établissement d'une organisation éducative et culturelle, réunie à Londres en novembre 1945. Cette « culture de la paix dont l'Unesco a fait son programme et le fondement de son action ainsi que sa raison d'être »¹ ne pouvait que rencontrer les objectifs des premiers organisateurs de chantiers, dont l'un des principes est de permettre la rencontre entre personnes de différents pays.

Dès la première conférence générale, à la fin de l'année 1946, les pays participants donnent pour mission à la jeune Unesco d' « encourager l'établissement de camps de jeunesse

1 Samuel Mawete, « L'Unesco et la culture de la paix », in *60 ans d'histoire de l'Unesco. Actes du colloque international, Paris, 16-18 novembre 2005*, Paris, Unesco, 2007, p. 127.

et d'assurer leur répartition équitable dans les régions dévastées » au cours de l'été suivant. Car l'intérêt des délégués présents ne concerne pas uniquement l'occasion qu'offrent les chantiers de favoriser la compréhension internationale, ils voient dans cette activité une possible contribution à l'effort de reconstruction. Reconstruire les ruines pour construire la paix !

Au cours de l'année 1947, l'Unesco s'informe, étudie et enquête sur cette activité particulière. Durant l'été, elle patronne même quatre chantiers, dont l'un d'entre eux en France. À Cauterets, dans les Hautes-Pyrénées, la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ) entreprend la transformation de granges en auberges de jeunesse. L'équipe de jeunes reçoit la visite d'une délégation de l'Unesco qui vient constater sur le terrain la réalité d'un chantier, mais également échanger avec les volontaires et ainsi mieux connaître leurs motivations. En octobre, une autre délégation se rend cette fois à Askov, au Danemark, pour assister à la rencontre internationale des associations de chantiers pour la paix. Organisée par le Bureau de liaison des organisations de chantiers internationaux, qui dispose d'une représentation à Paris, cette coordination regroupe le Service civil international, le Comité quakers états-uniens et plusieurs associations scandinaves. Lors de cette conférence d'Askov, les participants publient une déclaration définissant leur but commun : « *construire la paix à l'aide de petits groupes de volontaires internationaux, travaillant, vivant et apprenant ensemble* ». Ingertha Sviggum, du département de la reconstruction, y représente l'Unesco. Séduite par cette activité en faveur de la paix et de la reconstruction, l'Unesco va dès lors l'inscrire à l'ordre du jour de ses conférences générales.

C'est le cas en 1948, à Beyrouth, au cours de laquelle les participants adoptent un programme de reconstruction. Décliné en huit axes, l'un d'entre eux vise la coopération avec les associations de chantiers internationaux. Les conférenciers demandent également au directeur général un rapport sur les chantiers, « *étant donné l'intérêt [qu'ils] présentent pour le développement de la compréhension internationale* » et « *la diffusion des idées et des principes de l'Unesco* »¹. Cette orientation de l'Unesco en faveur des chantiers internationaux va rencontrer les attentes de certaines ONG internationales, réunies par l'Unesco pour travailler ensemble à ce qu'elle désigne comme : le « relèvement de l'éducation ».

- **Du TICER au Comité de coordination des chantiers internationaux de volontaires**

Il nous faut revenir un an en arrière. Du 13 au 15 février 1947 se tient à l'Unesco la « conférence des organisations internationales privées pour la reconstitution », qui réunit des représentants d'une cinquantaine d'organisations. Cette conférence débouche sur la création du

1 « Les chantiers internationaux de volontaires », *Courrier de l'Unesco*, septembre 1949, p. 18.

TICER, le Conseil international temporaire pour le relèvement de l'éducation, qui se réunit pour la première fois en septembre 1947. Les « *camps de jeunesse pour la reconstruction* » sont inscrits à l'ordre du jour. L'Unesco rend compte de ces premières actions de soutien que sont les patronages de chantiers et le soutien à des opérations de reconstruction en Crète suite au tremblement de terre. Afin de coordonner les actions de chantiers et de réfléchir collectivement aux modalités de soutien que pourraient fournir l'Unesco, Philippe Roux pour la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ) et S. Beyer Pedersen pour la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) réclament la constitution d'un groupe de travail autour de cette question. Le comité du *TICER* pour les camps d'entr'aide de la jeunesse se réunit pour la première fois le 13 janvier 1948 et comprend alors quatre membres : la FIAJ, la FMJD, le SCI et le Bureau de liaison d'Askov. Fondée au sortir de la guerre lors de la Conférence mondiale de la jeunesse convoquée à Londres par les gouvernements alliés, la FMJD affirme dans sa constitution sa volonté de « *bâtir une unité de la jeunesse du monde [et] une entente profonde et sincère entre les peuples du monde* », ainsi qu'à « *conserver une paix éternelle* »¹. Son premier président est le député communiste français Guy de Boisson, qui y représente l'Union de la jeunesse républicaine de France, nouvelle dénomination au sortir de la guerre des jeunesses communistes. Bien que créée sur des bases idéologiques larges et consensuelles, la FMJD passe rapidement sous l'influence des mouvements communistes, une prise de contrôle effective lorsque se réunit le comité du *TICER* pour les camps d'entr'aide de la jeunesse.

Dès cette première réunion sont évoqués les thèmes de réflexion et les orientations des années à venir : favoriser les échanges de volontaires entre pays (facilités administratives et financières pour l'attribution des visas, réponses au problème de changes monétaires, interventions pour l'obtention de congés spécifiques pour les travailleurs, attribution de bourses...), permettre des échanges de bonnes pratiques (visites de chantiers, recueil et centralisation d'informations...), appuyer le volet culturel des chantiers (stages de formation pour les cadres, envoi de bibliothèques sur les chantiers...), développer la propagande autour de cette activité (couverture médiatique, promotion auprès des gouvernements...). En parallèle de ces actions devant bénéficier à chacune des organisations, un autre projet émerge, celui de structurer un mouvement international. Les organisations présentes considèrent comme prioritaire la réalisation d'une brochure de présentation des chantiers, afin que « *chaque volontaire sente qu'il fait partie d'un mouvement d'envergure mondiale* ». Ce sentiment d'appartenance doit concerner les volontaires, mais également les organisations et

1 Cf. Joël Kotek, *La Jeune garde entre KGB et CIA. La jeunesse mondiale, enjeu des relations internationales 1917-1989*, Paris, Le Seuil, 1989, 413 p.

ce, malgré leurs différences idéologiques. Ainsi, trois mois seulement après sa première réunion, le comité convoque une « conférence des organisateurs de chantiers internationaux », qui se tient à Paris les 22 et 23 avril 1948.

Six organisations internationales et 12 associations nationales sont réunies dans les locaux de l'Unesco. Aux côtés des quatre membres du comité organisateur siègent deux types d'organisations. Le premier regroupe des mouvements confessionnels d'obédience protestante implantés aux États-Unis. Quakers, Brethrens et Mennonites ont en commun d'être apparus en Europe entre le XVI^e et le début du XVIII^e siècle et de s'être exilés en Amérique du nord en raison des persécutions subies dans leurs pays du fait de leur pacifisme et de leur refus de porter les armes. À leurs côtés siègent cinq associations européennes, venues d'Angleterre et de Scandinavie, constituées autour de l'activité de chantiers. Quelques organisations internationales, notamment du scoutisme, siègent comme observateurs, ainsi que quelques ambassades. Le gouvernement français est représenté par un membre du cabinet au ministère de la Reconstruction, Guy Houist, et par Yves Brunswick, qui siège au sein de la commission nationale pour l'Unesco.

Les participants abordent de nombreux sujets, des aspects techniques des chantiers (préparation, direction) à leur dimension éducative et sociale. Les échanges démontrent la grande diversité tant au niveau des pratiques que des objectifs des associations, qui insistent sur la nécessité de maintenir une souplesse dans l'organisation des chantiers. Il n'est pas question pour elles d'uniformiser leurs actions et elles refusent l'idée avancée par l'Unesco de définir un programme éducatif commun à toutes. Cette diversité est perçue par les participants comme une richesse, qu'ils veulent recenser et partager. Pour cela, il est décidé la réalisation d'un *Manuel des chantiers internationaux*, qui sera publié en 1950 et qui présente pour chaque thème les pratiques des différentes organisations. Pourtant, au milieu de cette diversité assumée et revendiquée, des convergences émergent et les participants s'entendent pour jeter les bases d'un Comité de coordination des chantiers internationaux de volontaires (CCCIV). Placé sous l'égide de l'Unesco avec le statut consultatif de catégorie A (seule organisation de jeunesse à bénéficier de ce grade le plus élevé), son secrétariat est assuré, financé et hébergé par l'organisme onusien. Ce poste est confié à la norvégienne Ingertha Sviggum, chargée du programme relatif aux chantiers internationaux au sein du département de la reconstruction, puis chef de la division des chantiers internationaux et des communautés d'enfants à partir de 1950. L'année suivante, un secrétariat permanent spécifique est créé et confié à Willy Begert, premier président du comité de coordination. Ce n'est donc plus un personnel de l'Unesco qui assure le secrétariat exécutif du CCCIV, mais un militant issu d'une des organisations

membres. De nationalité suisse, né en 1913, Willy Begert participe à son premier chantier en 1934 dans les Grisons. Présents sur d'autres opérations au milieu des années 1930, il assure également le secrétariat de la branche suisse du SCI. Entre 1938 et 1946, il est successivement en Espagne, en France et en Angleterre pour venir en aide aux enfants victimes de la guerre, puis à Gaza et en Grèce auprès des réfugiés et déplacés grecs. En 1946, il est le premier secrétaire international du SCI et c'est à ce titre qu'il participe à la création du CCCIV, en assure la présidence, rédige le *Manuel des chantiers internationaux*, avant d'être sollicité par l'Unesco pour prendre la relève d'Ingertha Sviggum. Il délaisse cette fonction dès 1952 pour rejoindre les chantiers du SCI en Algérie.

- **Un renouvellement des acteurs**

Au cours de la décennie 1950, si le CCCIV est rejoint par de nouvelles organisations, plusieurs de ses fondateurs le quitte. C'est le cas de la FIAJ, de la FMJD, ainsi que de la plupart des organisations états-uniennes. En mars 1957, la dixième conférence réunit 34 délégués. L'assemblée s'est étoffée, de nouveaux pays et continents sont représentés, alors que les organisations sous influence des deux nouvelles grandes puissances (États-Unis et URSS) ont déserté la Conférence. De fait, le profil des conférenciers a changé : d'un côté, les mouvements internationaux ont laissé la place aux organisations nationales ; de l'autre, le centre de gravité s'est déplacé au cœur de l'Europe de l'Ouest, les pays anglo-saxons et scandinaves ne dominant plus une assemblée ouverte au sud de l'Europe, à l'Asie et à l'Afrique, et dont les pays les plus représentés sont l'Allemagne et la France.